

Art. 3. § 1^{er}. Les directeurs sont recrutés sur avis d'une commission composée du Secrétaire permanent de recrutement, du directeur général de la Société des Transports flamande et du président du conseil d'administration. En vue de ce recrutement, le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications lancera un appel aux récipiendaires, par le biais d'un avis publié au *Moniteur belge*. Cet avis mentionnera :

- les postes à conférer;
- les conditions d'admission générales et particulières;
- le délai et les conditions décrites ci-après pour l'introduction de leur candidature et les documents à présenter.

Les conditions générales d'admission sont les suivantes :

- être Belge;
- être de conduite irréprochable;
- jouir de ses droits civils et politiques;
- avoir satisfait aux obligations militaires;
- être physiquement apte;
- être en possession d'un diplôme en langue néerlandaise donnant accès à un grade de niveau 1 dans les Services de l'Exécutif flamand;
- avoir atteint l'âge minimum de 30 ans en 1991.

Les conditions particulières sont :

- soit avoir appartenu au cadre de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux (S.N.C.V.), de la Société des Transports intercommunaux d'Anvers (M.I.V.A.) ou de la Société de Transports intercommunaux de Gand (M.I.V.G.) avec, au moins le grade de :
 - inspecteur principal adjoint ou ingénieur principal adjoint à la S.N.C.V.;
 - chef de service adjoint ou ingénieur principal à la M.I.V.A. ou à la M.I.V.G.;
- ou avoir été membre du conseil d'administration ou avoir rempli un mandat de contrôle à la S.N.C.V., la M.I.V.A. ou la M.I.V.G., pendant une année au moins.

§ 2. Pour être recevable, toute candidature devra être envoyée par lettre recommandée au Secrétariat permanent de recrutement dans les dix jours calendriers à dater du premier jour ouvrable suivant la publication de l'avis précité au *Moniteur belge*, la date de la poste faisant foi et valant date d'introduction de la candidature.

§ 3. Les fonctions de directeur ne sont pas soumises à l'application des droits prioritaires définis par les lois des 3 août 1919, 27 mai 1947 et 26 mars 1968.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera ses effets à la date d'entrée en vigueur du statut administratif et péuniaire, défini à l'article 27 du décret du 31 juillet 1990, portant création de la Société des Transports flamande.

Art. 5. Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,

J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 203

25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés et l'arrêté ministériel du 30 janvier 1967 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée

L'Exécutif de la Communauté française,

- Vu la loi du 18 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés;
- Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;
- Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;
- Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 6 juillet 1990;
- Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 28 août 1990;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
- Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif que les dispositions faisant l'objet du présent arrêté entrent en vigueur sans délai, afin d'assurer l'équilibre financier des structures de reclassement social des personnes handicapées dans la Communauté française;

Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;
Vu la délibération de l'Exécutif du 15 octobre 1990,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11, alinéa 2, 2^e de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1986 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, est complété comme suit :

« ...; ce délai ne peut être supérieur à six mois; dans des circonstances que le Conseil de gestion estime assimilables à un cas de force majeure, ce délai peut être prorogé de six mois au maximum; lorsque le demandeur est une personne morale de droit public, une seconde prorogation de six mois peut être accordée. »

Art. 2. A l'article 14 du même arrêté, dont le texte actuel formera un § 1^{er}, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. La décision définitive d'octroi cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats effectués avant l'expiration du trimestre suivant le trimestre qui, sur proposition du demandeur, a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats.

Dans des circonstances que le Conseil de gestion estime assimilables à un cas de force majeure, le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prorogé de six mois au maximum. »

Art. 3. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15bis. La liquidation des subsides octroyés doit, à peine de forclusion, être demandée, avec les documents justificatifs à l'appui, dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision définitive lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou achats lorsque cette réalisation est postérieure à la notification. »

Art. 4. L'article 11, alinéa 2, 2^e de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1987 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée est complété comme suit :

« ...; ce délai ne peut être supérieur à six mois; dans des circonstances que le Conseil de gestion estime assimilables à un cas de force majeure, ce délai peut être prorogé de six mois au maximum; lorsque le demandeur est une personne morale de droit public, une seconde prorogation de six mois peut être accordée. »

Art. 5. A l'article 14 du même arrêté, dont le texte actuel formera un § 1^{er}, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. La décision définitive d'octroi cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats effectués avant l'expiration du trimestre suivant le trimestre qui, sur proposition du demandeur, a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats.

Dans des circonstances que le Conseil de gestion estime assimilables à un cas de force majeure, le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prorogé de six mois au maximum. »

Art. 6. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 15bis. La liquidation des subsides octroyés doit, à peine de forclusion, être demandée, avec les documents justificatifs à l'appui, dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision définitive lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou achats lorsque cette réalisation est postérieure à la notification. »

Art. 7. Le présent arrêté est applicable pour la première fois aux demandes afférentes à l'année 1990.

Art. 8. Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
V. FEAUX

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 203

25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 september 1986 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting of de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen, en van het ministerieel besluit van 30 januari 1987 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra of diensten voor gespecialiseerde voorlichting bij beroepskeuze

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 18 april 1983 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1983 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 1990;

Gelet op de toestemming van de met de Begroting belaste Minister, gegeven op 28 augustus 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat de bepalingen van dit besluit zonder verwijl in werking treden, met het oog op het financieel evenwicht van de voorzieningen voor sociale reclassering van de gehandicapten in de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 oktober 1990,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 11, tweede lid, 2°, van het ministerieel besluit van 22 september 1986 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van mindervaliden, wordt aangevuld als volgt :

« ...; deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden; in omstandigheden die volgens de raad van beheer kunnen worden gelijkgesteld met overmacht, kan deze termijn met ten hoogste zes maanden worden verlengd; wanneer de aanvrager een publiekrechtelijke rechtspersoon is, kan een tweede verlenging van zes maanden worden toegekend. »

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst een § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De definitieve beslissing tot toekenning houdt van ambtswege en van rechtswege op uitwerking te hebben indien de werken nog niet begonnen zijn of indien de aankopen niet werden gedaan voor het einde van het kwartaal volgend op het kwartaal dat, op voorstel van de aanvrager, in aanmerking komt voor het begin van de werken en het verrichten van de aankopen.

In omstandigheden die volgens de raad van beheer kunnen worden gelijkgesteld met overmacht, kan de in het eerste lid bedoelde termijn met ten hoogste zes maanden worden verlengd. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

« **Art. 15bis.** De uitbetaling van de toegekende subsidies moet, op straffe van verval, met de bewijsstukken ter staving, worden aangevraagd binnen een termijn van zes maanden te rekenen, hetzij vanaf de datum van kennisgeving van de definitieve beslissing wanneer de werken of de aankopen op deze datum reeds werden verricht, hetzij vanaf de datum waarop de werken of aankopen waren gedaan, wanneer deze datum na die van de kennisgeving valt. »

Art. 4. Artikel 11, tweede lid, 2°, van het ministerieel besluit van 30 januari 1987 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra of diensten voor gespecialiseerde voorlichting bij beroepskeuze, wordt aangevuld als volgt :

« ...; deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden; in omstandigheden die volgens de raad van beheer kunnen worden gelijkgesteld met overmacht, kan deze termijn met ten hoogste zes maanden worden verlengd; wanneer de aanvrager een publiekrechtelijke rechtspersoon is, kan een tweede verlenging van zes maanden worden toegekend. »

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst een § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De definitieve beslissing tot toekenning houdt van ambtswege en van rechtswege op uitwerking te hebben indien de werken nog niet begonnen zijn of indien de aankopen niet werden gedaan voor het einde van het kwartaal volgend op het kwartaal dat, op voorstel van de aanvrager, in aanmerking komt voor het begin van de werken en het verrichten van de aankopen.

In omstandigheden die volgens de raad van beheer kunnen worden gelijkgesteld met overmacht, kan de in lid 1 bedoelde termijn met ten hoogste zes maanden worden verlengd. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

« **Art. 15bis.** De uitbetaling van de toegekende subsidies moet, op straffe van verval, met de bewijsstukken ter staving, worden aangevraagd binnen een termijn van zes maanden te rekenen, hetzij vanaf de datum van kennisgeving van de definitieve beslissing wanneer de werken of de aankopen op deze datum reeds werden gedaan, hetzij vanaf de datum waarop de werken of aankopen werden verricht, wanneer deze datum na die van de kennisgeving valt. »

Art. 7. Dit besluit is voor de eerste keer toepasselijk op de aanvragen met betrekking tot het jaar 1990.

Art. 8. Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEAUX

F. 91 — 204

25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 13 octobre 1976 relatif à l'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'interventions temporaires, dites de récession économique, aux ateliers protégés

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;